

La question tchécoslovaque devant l'opinion française en 1938

Monsieur Antoine Marès

Citer ce document / Cite this document :

Marès Antoine. La question tchécoslovaque devant l'opinion française en 1938. In: Revue des études slaves, tome 52, fascicule 1-2, 1979. Munich 1938 : mythes et réalités. pp. 109-122;

doi : <https://doi.org/10.3406/slave.1979.5058>

https://www.persee.fr/doc/slave_0080-2557_1979_num_52_1_5058

Fichier pdf généré le 01/04/2019

Antoine MARÈS

Institut national des langues et civilisations orientales

LA QUESTION TCHÉCOSLOVAQUE DEVANT L'OPINION FRANÇAISE EN 1938

S'il fallait caractériser l'opinion publique française en 1938, on pourrait faire état de ses contradictions, contradictions du moins entre les différents instruments dont nous disposons pour la mesurer : opposition entre la masse de la presse et la radiodiffusion¹, divergences entre les premiers sondages alors réalisés et le vote du Parlement sur les accords de Munich, contradiction encore entre la résignation qui préside à la mobilisation partielle et le déchaînement pacifiste dans certains partis ou groupements intellectuels².

A cela s'ajoute la gageure d'appréhender l'opinion publique – ou plutôt ses multiples facettes – à travers les écrits d'une époque, en particulier à travers la presse, qui est sujette à des pressions incessantes, sollicitée qu'elle est, quelquefois même par les puissances étrangères³.

Enfin, il faut éviter les anachronismes, les projections rétrospectives, si fréquents lorsqu'on aborde l'étude de cette période passionnée⁴.

Je me suis ici limité aux seules sources imprimées, presse, pamphlets, souvenirs, parce qu'en raison de la « marginalité » de l'image tchécoslovaque en France, il m'a semblé difficile de réaliser une étude pertinente à l'aide d'autres archives,

1. André Tudesq, *La politique radiophonique* (Communication au colloque Daladier, 4-6 décembre 1975, 21 p. Fondation nationale des sciences politiques).

2. La revue *Sondages*, I juin 1939, donne les résultats d'un sondage effectué en octobre 1938 : 57 % des personnes interrogées sont favorables aux accords, 37 % y sont hostiles. Sur la valeur de ces sondages voir Christel Peyrefitte, « Les premiers sondages d'opinion », in *Daladier, chef de gouvernement*, Paris, FNSP, 1977, p. 265-278 ; Charles-Robert Ageron, « L'opinion publique française pendant les crises internationales de septembre 1938 à juillet 1939 », in *Cahiers de l'Institut de la presse et de l'opinion*, Tours, 1974-1975, 3, p. 203-223. Il faut noter qu'à la Chambre des Députés, seuls 12,5 % des députés ont voté contre les accords.

3. Pour une vue synthétique du problème : Bellanger (et coll.), *Histoire générale de la presse française*, t. III, Paris, PUF, 1972, p. 487, 498, 509. Max Gallo, *la Cinquième colonne*, Paris, Plon, 1969 (sur l'influence italienne).

4. Jean-Baptiste Duroselle, « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France. L'exemple de 1938 et 1939 », in *Les relations franco-britanniques, 1936-1939*, Paris, CNRS, 1975, p. 225-241.

tels les rapports préfectoraux ou les rapports de police, et d'en dégager des attitudes spécifiques.

Mais tous ces obstacles méthodologiques ne sont pas si insurmontables qu'il faille abandonner une tentative pour évaluer la place que la Tchécoslovaquie a occupée dans le débat, le visage qu'a pris la réalité tchécoslovaque devant l'opinion publique, le caractère qu'a revêtu cette réalité au niveau du discours politique¹.

Quel est le cadre au sein duquel se pose le problème tchécoslovaque ?

Comment assurer la sécurité de la France face aux montées totalitaires et impérialistes en Europe ?

C'est la question de base et du choix retenu dépendront les clivages, si profonds qu'ils vont bouleverser les divisions traditionnelles comme si brusquement la société politique s'effaçait devant la société profonde, les racines, les instincts de toute une collectivité.

Deux thèses s'affrontent, dont chacune à des variantes multiples, et qui ne recouvrent qu'imparfaitement l'opposition classique gauche-droite.

Schématiquement :

1) La France doit retrouver ses alliances méditerranéennes, elle doit procéder à un repli impérial, régler les différends européens par un retour au Pacte à Quatre.

Joseph Caillaux et Émile Roche autour de *la République*, Paul Baudouin dans *la Revue de Paris* (février 1938), Flandin et Fabre-Luce pour le P. P. F., Piétri pour le P. S. F. soutiennent ce courant puissamment représenté chez les parlementaires avec les présidents des commissions des Affaires étrangères (Jean Mistler et Henri Bérenger) et plus tard au gouvernement avec Anatole de Monzie.

Repli impérial, c'est-à-dire retrait de l'Europe, ou accord entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et la France, ne peuvent passer que par un abandon des alliances orientales².

2) Un second parti préconise, lui, leur renforcement, poussant même à la signature rapide d'un pacte militaire franco-soviétique et continuant à s'appuyer sur la SDN et les principes de sécurité collective.

En première ligne le parti communiste et ses spécialistes de politique étrangère, le député Gabriel Péri, Paul Nizan, mais aussi des socialistes, des radicaux, des chrétiens engagés et ceux que l'on peut appeler des « réalistes de droite », tel Henri de Kérillis³.

Mais la ligne de partage est loin d'être nette, une grande partie des Français est hésitante ; les partis, les intellectuels, les syndicats, les journaux sont déchirés.

1. Je voudrais ici remercier Mademoiselle Blum et Madame Delépine, de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine, Madame Bourdin, Mademoiselle Chevignard et Madame Faure, de la Fondation nationale des sciences politiques, qui ont largement facilité mes recherches.

2. Pierre Dominique recommande ainsi de se tourner vers la mer et de s'inspirer de l'exemple portugais (*Après Munich, veux-tu vivre ou mourir ?*, Paris, Stock, 1938, p. 131). Cf. la polémique qui éclate en février 1938 (*Paris-Soir* du 4, *le Journal* du 23 et la réponse de Jacques Kayser dans *l'Œuvre* le 25) et le débat de politique étrangère à la Chambre les 25 et 26. Certaines solutions intermédiaires sont aussi suggérées. Abandon du « fatal pacte franco-russe », rapprochement avec l'Italie et création d'une fédération polono-hungaro-bulgaro-Petite Entente plus la Grèce et la Turquie. Cf. Charles Gauthier, *Nos alliances*, Paris, Berger-Levrault, 1938, 196 p.

3. Citons aussi Paul-Boncour, Émile Buré (*l'Ordre*), Louise Weiss, Geneviève Tabouis, etc.

Le Temps, *le Figaro*, *l'Œuvre*, *le Peuple*, *le Populaire* et même *Gringoire* ouvrent leurs colonnes à des points de vue contradictoires¹.

Certains préfèrent le silence, tel Elie-Joseph Bois du *Petit Parisien*, qui se tait pendant tout le mois de septembre, ou encore Pierre Laval.

Mais quand ils prennent position, rares sont les observateurs ou les hommes politiques qui ne projettent pas leurs préoccupations partisans sur leur choix.

Parmi les exceptions, on peut citer Henri de Kérillis, Victor Tapié, Hubert Beuve-Méry ou encore des catholiques comme le R. P. Fessard, Emmanuel Mounier et quelques autres².

Plus nombreux sont ceux qui pensent comme Thierry Maulnier que « la guerre signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à la révolution communiste³ ».

L'argumentation de la majorité de la droite et du centre s'articule d'ailleurs autour de cette conviction que Stalin cherche à jeter l'Europe occidentale dans la guerre, à la fois pour se donner un répit et pour renverser l'ordre établi.

Le mirage d'un conflit germano-soviétique n'est pas loin⁴.

Ceci ne signifie pas que toute la droite est défaitiste et que la gauche est belliciste : la droite nationaliste existe toujours, consciente du danger allemand, la gauche ultra-pacifiste aussi, fidèle à une ancienne tradition.

En effet, les choix idéologiques influencent plus le mécanisme explicatif que le mécanisme décisionnel.

Le poids du souvenir de la guerre de 1914-1918, la saignée démographique, le traumatisme collectif dont la propagande allemande sait si bien jouer en laissant croire à une réconciliation « d'anciens combattants », pèsent autrement dans le refus d'un conflit⁵.

Emmanuel Berl rappelait à ce propos :

« La France avait perdu trop de sang et s'obstinait à vouloir parler trop haut⁶ ».

Le pacifisme des paysans, des socialistes, des intellectuels, transcendait les clivages politiques : il expliquait aussi l'enthousiasme fugitif de la foule parisienne le 30 septembre 1938⁷.

Après une première déformation due au prisme intérieur, la réalité tchécoslovaque subit des déformations volontaires, destinées à leurrer l'opinion.

1. Au *Temps* : Beuve-Méry / Chastenet, à *l'Œuvre* : Tabouis / Elbel, Piot, au *Figaro* : Romier et d'Ormesson / Dufieux, au *Jour* : Piétri / Bailby, à *Paris-Soir*, résistance de Pierre Lazareff (J.-C. Lamy, *Lazareff à la une*, p. 126), etc.

2. Emmanuel Mounier, *Pacifistes ou bellicistes. Qu'en pensez-vous ?*, mars 1939, 63 p. ; Mounier et Touchard lancent le 29 septembre 1938 une nouvelle revue, brûlot anti-munichois, *le Voltigeur*.

Sur les divisions de la revue *Esprit* : Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit 1930-1950*, Paris, Seuil, 1975, p. 80 et sq. ; Gaston Fessard, *Épreuve de force – Réflexions sur la crise internationale*, Paris, Bloud et Gay, 1939, 140 p.

3. Dans *Combat*, novembre 1938.

4. Récemment encore, Jacques Chastenet évoquait cette question dans *la Nouvelle revue des Deux-Mondes*, décembre 1975, p. 534-544 : « Défense de Munich ».

5. Vallette-Bouillon, *Munich 1938*, Paris, A. Colin, 1964, p. 101-113, et sur l'activité allemande : Alfred Kupferman, « Le Bureau Ribbentrop et les campagnes pour le rapprochement franco-allemand », dans *Les relations franco-allemandes 1933-1939*, Paris, CNRS, 1976, p. 87-98 ; Ladislav Mysyrowicz, *Autopsie d'une défaite*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1976. L'étude est en partie fondée sur une analyse politique de la littérature.

6. Emmanuel Berl, *Interrogatoire*, Paris, Gallimard, Paris, 1977, p. 76.

7. Une série d'études présentées lors du colloque Daladier sur le pacifisme des socialistes (Richard Gombin), des paysans (Isabelle Broussard) a mis ce fait en évidence. *La France et les Français. 1938-1939*, Paris, FNSP, 1978, p. 245-260 et 59-76.

Il faut rappeler la méconnaissance que les Français avaient de l'Europe centrale avant la guerre. Elle semblait en 1914 devoir se perpétuer telle qu'elle avait été pendant des siècles, c'est-à-dire une fédération impériale bicéphale ou éventuellement tricéphale. Les partisans ou les prophètes d'un effondrement austro-hongrois étaient rares.

Ce furent la guerre, l'emprise croissante de Berlin sur Vienne, les mouvements nationaux centrifuges, qui précipitèrent l'éclatement, et naquit alors la Tchécoslovaquie, puissance industrielle et alliée privilégiée de la France dans la région¹.

Même après 1918, sauf pour quelques spécialistes universitaires, quelques journalistes et hommes politiques, la Tchécoslovaquie était souvent un nom difficile au sujet duquel on faisait de multiples confusions.

Malgré tout, vingt années d'existence avaient permis d'implanter l'image d'une démocratie dans le dos de l'Allemagne, francophile comme Édouard Beneš, dont on s'accordait à reconnaître la dimension européenne.

C'est justement cette image de démocratie modèle que les Hongrois, les Allemands, les Polonais vont s'efforcer d'entamer².

Passion idéologique, propagande étrangère, amalgames de tous ordres, c'est donc là le tissu des argumentations.

La question tchécoslovaque.

Une fois ce cadre tracé, nous pouvons aborder l'étude de la présentation de la question tchécoslovaque devant l'opinion française en soulignant toutefois trois points :

1) L'extrême politisation de la presse depuis 1936 et la constance des interférences entre politique intérieure et politique extérieure³.

2) Malgré cela, la grande diversité de cette presse à la fois dans sa masse et dans son évolution.

3) L'absence de coïncidence entre la presse munichoise (l'immense majorité des journaux) et la presse hostiles à la Tchécoslovaquie, minoritaire.

Ainsi, à la suite de la déclaration ministérielle du 17 mars 1938 dans laquelle Léon Blum renouvelle les assurances françaises à l'égard de la Tchécoslovaquie, la presse se prononce quasi-unanimement en faveur de la poursuite de la politique française traditionnelle à l'Est.

1. Ivo Vlček, *La France et les Pays Tchèques de 1871 à 1914*, Strasbourg, 1970 (thèse dactylographiée) ; Piotr S. Wandicz, *France and her Eastern Allies 1919-1925*, Minneapolis, 1962 ; Antoine Marès, *Le séjour d'Édouard Beneš en France 1915-1919*, Paris, 1975 (thèse dactylographiée).

2. Entre 1935 et 1938, les plaquettes de propagande, surtout hongroises (ou sous couvert slovaque), se multiplient. Il est cependant difficile d'établir avec certitude les motivations des auteurs français de tels fascicules.

Victor Dvortchak, *Prague la Rouge. La Tchécoslovaquie, le poing serré de l'Europe*, 1937. — *L'Europe menacée. L'Armée soviétique en Slovaquie. Appel du Conseil national slovaque à la SDN et au monde civilisé*. Genève, 1936. — *Aide-mémoire présenté à la SDN au sujet du bolchévisme et du problème slovaque. Les Soviétiques au cœur de l'Europe. La Slovaquie, base de l'aviation soviétique*, Genève, 1936. — *Prague aux abois*. Lettre ouverte du Conseil slovaque à la Nation Tchèque, 1937. — François Jehlicka, *André Hlinka à la Conférence de la Paix de Paris*, Genève, 1938. — François Honti, *Que demande la Hongrie ? Le traité de Trianon et les revendications hongroises*, Budapest, s. d.

3. Louis Bodin — Jean Touchard, *Front populaire 1936*, Paris, A. Colin, 1972, p. 211-216.

Seuls, *le Jour*, *Gringoire*, *Candide*, *Je Suis Partout* et *l'Action française* préconisent le repli : ils reprennent les arguments de l'affaire abyssine, suivis par certains journaux de province (*l'Éclaireur de Nice* ou *la Dépêche de Toulouse*).

Il en est à peu près de même deux mois plus tard après la crise du 21 mai¹.

Puis, de juin à août, la surface accordée par la presse à la Tchécoslovaquie baisse ; bien sûr, la mission Runciman éveille l'intérêt, elle est appréciée en fonction des choix faits au préalable mais les argumentations restent embryonnaires ; ce n'est qu'en septembre que les arrière-pensées se dévoileront.

Bien que l'émotion ait été vive et qu'en mai, soudain, l'actualité se soit déplacée d'Espagne au centre de l'Europe, il ne s'agit encore que d'une alerte : les mots « tensions, incidents, calme » font les manchettes, en aucun cas les mots « guerre, paix ».

Paris-Soir ne titre-t-il pas le 6 juillet sur un article de Winston Churchill « Le ciel s'éclaire sur la Tchécoslovaquie² » ?

Avant même la crise, on peut donc affirmer qu'à l'exception des quelques quotidiens ou hebdomadaires d'extrême droite déjà cités, la masse de la presse attend pour apprécier et la nature du conflit et l'attitude que doit adopter la France.

En ce qui concerne les phénomènes de glissement, la rubrique politique de la *Revue de Paris* fournit un exemple révélateur.

De janvier à la mi-septembre, la Tchécoslovaquie n'y est pas mentionnée, puis le 15 septembre, les ambitions hitlériennes sont dénoncées ; la revue ne fait plus cas de la Tchécoslovaquie le 1^{er} octobre mais préconise l'Union nationale, puis le 15, les élections générales (Flandin) pour finalement saluer le 15 novembre « la chute du gouvernement de M. Beneš dont la disparition de la scène politique est également pour la France un gain de valeur » de même que celle de la Tchécoslovaquie « extravagante composition ethnique ».

On peut trouver cette évolution caricaturale — et je l'ai choisie à dessein — mais ce type de cheminement se retrouve parfois dans les grands quotidiens, beaucoup plus diffusément mais non moins réellement.

*

* *

Avec le jugement sur la Tchécoslovaquie en tant qu'État, nous abordons la question capitale : pour qui, pour quoi vont se battre les Français ? « Pour un pot-pourri des éléments et des races les plus diverses qu'on n'arrivera pas à fondre et à unifier », affirme Stéphane Lauzanne dans *le Matin* du 18 septembre. « Pour un État inviable, composite, hétérogène, dont les différents éléments sont naturellement centrifuges³ ». *Le Petit Provençal* proteste « contre le fait de déclarer une guerre européenne en faveur de quelque chose comme une république de Saint-Marin isolée au milieu de puissants ennemis ».

1. Jacques Gascuel, *La France et l'Europe centrale*, juin 1938. — Vallette-Bouillon, *Munich 1938*, p. 57-69.

2. *Le Temps* consacre en mai 1938 80 articles et entrefilets à la Tchécoslovaquie contre 58 en août. Par contre, les Bulletins du jour, qui reflètent le point de vue du journal suivent une progression régulière : mars et avril (3), mai, juin et juillet (7), septembre (14), octobre (3), novembre (1).

3. Raoul Follereau dans *l'Œuvre latine* de novembre 1938, n°126. Pierre Berland, envoyé par *le Temps* à Prague en septembre 1938 écrira dans *De Munich à la guerre* (Paris, 1941, p. 13 et sq.) « C'est un État artificiel par excellence, sans unité physique, nationale, religieuse, tiré du néant par la Conférence de la Paix ».

Toutes ces définitions qualifiaient un État dont les détracteurs s'attachaient à dénoncer les origines.

Tout au long de l'année 1938, Léon Daudet attaque dans les colonnes de l'*Action Française* la collusion du « vénal » Berthelot et de Beneš; Pierre Dominique surenchérit : « On fabrique de toutes pièces un État tchécoslovaque qui, à vrai dire, n'était qu'une armée de flanc de l'Allemagne¹ ».

L'État, ses origines, ses chefs sont aussi attaqués. Si Beneš n'appartenait pas à la franc-maçonnerie, s'il avait fait des concessions avant la crise, s'il n'était pas l'homme derrière qui se tient Stalin comme Hitler derrière Henlein, sous-entend-on, il y aurait peut-être eu un espoir².

Autant d'arguments fallacieux lorsqu'on constate la satisfaction de certains de voir des Slaves « remis en place » ou bien encore l'*Éclaireur de Nice* titrer : « Tous les Tchèques ne valent pas les os d'un petit soldat français³ ».

La Tchécoslovaquie incarne tout ce dont l'extrême droite a horreur, même lorsqu'elle apprécie le danger allemand. Les royalistes soutiennent quant à eux que la restauration des Habsbourg eût évité la catastrophe, d'autres, que la France et la Grande-Bretagne auraient dû imposer une fédération en Europe centrale⁴.

Ainsi les critiques touchent-elles non seulement le régime républicain, mais aussi sa qualité : des Allemands opprimés à « l'État policier de M. Beneš », tous les degrés sont gravés : le centralisme despotique des Tchèques pour Fabre-Luce, la comparaison entre le combat de Henlein et celui de Valera en Irlande par Stéphane Lauzanne, le renversement de l'oppression souligné par Jules Sauerwein⁵.

Tout cela entraîne logiquement qu'« on ne peut empêcher trois millions d'Allemands de devenir allemands ».

En contradiction avec cette argumentation, est fréquemment évoquée l'accusation de faiblesse de l'État tchécoslovaque, trop hétérogène⁶ et dont on dénonce à chaque occasion « les abandons⁷ ». Ces diagnostics préludent à des solutions mais souvent aussi à des dérobades.

1. Pierre Dominique, *op. cit.*, p. 13. Alfred Fabre-Luce en 1962 dans *le Grand jeu 1936-1939*, Paris, Julliard, p. III : « Berthelot s'était réellement amusé à créer la Tchécoslovaquie d'un trait de plume en corrigeant, sans que personne s'en aperçût, un communiqué interallié ».

2. François Dauture dans *Je Suis Partout* du 1. 4. 1938 ; *Revue internationale des Sociétés secrètes* (15 oct. et 1^{er} nov. 1938); Delebecque dans l'*Action Française* du 6 septembre 1938. — André Odeuté, *Pas une goutte de sang français pour les Tchèques*, 1938. — Henri Pozzi, *La bataille contre la paix*, 1939. — Charles Vietz, *Aspects du programme tchécoslovaque. Le corridor soviétique au cœur de l'Europe*, Genève, 1938. — Jean Montigny, *La France devrait-elle faire la guerre pour la Tchécoslovaquie?*, Le Mans, 1938. — Jacques Ploncard, *Qu'est-ce que la Tchécoslovaquie ? Devons-nous la défendre ?*, 1938.

3. Notamment Pierre Gaxotte dans *Je Suis Partout* du 2 septembre 1938. Les mêmes thèses sont défendues par Cousteau et Rebatet.

4. Déclaration d'Henri, comte de Paris, dans *Carrefour* de novembre 1938 et les numéros d'octobre et novembre du *Courrier royal*; très lucide sur les ambitions hitlériennes mais très critique envers la destruction de l'Autriche-Hongrie : — Georges Oudard, *Croix gammées sur l'Europe centrale*, Paris, 1938.

5. Odeuté, *op. cit.*, p. 4. — Lucien Bourguès, *Le drame européen. Paris 1941 (témoignage d'un journaliste du Petit Parisien)*. — Fabre-Luce, *Munich*, p. II. — Stéphane Lauzanne dans *le Matin* du 15 septembre 1938. — Sauerwein, *Les événements de septembre 1938*. Centre d'Informations documentaires, n° 37, 1939. — Pierre Berland, *op. cit.*, p. 16.

6. Raoul Follereau (*op. cit.*) parle d'« une armée de huit langues ». Une carte du *Matin* (3 octobre) comprend parmi les minorités les Moraves — ce qui est une absurdité — et les Roumains, insignifiante.

7. *Je Suis Partout* du 30 septembre (Gaxotte), du 17 mars 1939 (Cousteau), *la Revue Universelle* du 1^{er} avril 1939 (Saint-Brice) ou encore les envoyés spéciaux de *Paris-Soir*, Blanchard et Lorette (le 3 octobre 1938).

Refus de respecter les engagements contractés : c'est l'argumentation classique de Joseph-Barthélemy dans *le Temps* du 12 avril 1938 sur la caducité des accords franco-tchécoslovaques¹. C'est aussi refuser de considérer le problème des Allemands des Sudètes comme un problème international : « Le traité franco-tchécoslovaque ne concerne pas un problème minoritaire intérieur » affirme Jean Montigny, député de la Sarthe. Pour Pierre Dominique, il s'agit « d'une querelle de sujets austro-hongrois » tandis que *le Jour* constate que « la France ne peut se battre pour des questions de procédure² ». Pour la plupart de ceux-là « Pas une veuve, pas un orphelin pour les Tchèques³ ».

Ils sont d'ailleurs rejoints par les ultra-pacifistes comme Giono : « Je sais qu'il y a la Tchécoslovaquie. Il y avait des Allemands qui voulaient redevenir Allemands. C'était leur droit le plus strict. Il y avait également les usines Škoda, dont le directeur français signait en tête pour réclamer l'opposition de la 'vaillante armée française' à l'exercice de ce droit, au nom d'une autre conception personnelle du droit. Il n'y avait là, ni pour un Tchègue, ni pour un Slovaque, ni pour un Français des raisons de mourir ». Et puis cette fiction. « Les quatre peuples ont contraint les quatre gouvernements à céder. Voilà la grande victoire⁴ ».

Le Populaire du Centre (Limoges) du 21 septembre résume en manchette l'état d'esprit des socialistes pacifistes (Paul Faure, Maurice Paz) : « Férons-nous la guerre pour les Sudètes ?... et pour les châteaux en Bohême ?⁵ ».

Ces refus de la guerre et, au fond, de la réalité européenne sont accompagnés de conseils : du 9 au 12 septembre, *le Jour* demande une fédéralisation et une neutralisation, campagne déjà entamée par *la République* depuis le 8 et reprise par *le Matin* le 18.

Du fédéralisme à l'autonomie, il n'y a qu'un pas, que franchit l'*Excelsior*⁶, tandis que, vers la mi-septembre, Marcel Déat et Stéphane Lauzanne préconisent le plébiscite⁷. Quelques jours plus tard, les arrière-pensées qui ont inspiré ces conseils apparaissent en pleine lumière : pour Michel Gorel (*Paris-Midi* du 3 octobre) : « Après trois amputations, la Tchécoslovaquie va se retrouver plus unie, mieux garantie et plus viable ».

La nouvelle Tchécoslovaquie est « un État trialiste, essentiellement slave, homogène et parfaitement viable » d'après Edith Bricon (*la République* du 8 octobre). « Une nouvelle Tchécoslovaquie plus dure, plus vraie et avec une vie nationale cohérente va naître, garantie non seulement par ses voisins, y compris l'Allemagne,

1. Thèse soutenue également par Lucien Le Foyer, *Le traité franco-tchécoslovaque. Rapport*, Paris, 1938, 24 p. (XIV^e Congrès national de la Paix à Paris, 26-29 mai 1938).

2. Jean Montigny, *op. cit.*, Pierre Dominique, *op. cit.* et *la République* des 20 et 29 septembre ; dans *le Jour* du 28 septembre, Alex Depeyrou. — Léon Bailby écrivait déjà le 15 : « L'Allemagne n'en veut ni à la France, ni à la Grande-Bretagne. Elle se contente d'exécuter son plan en Europe centrale ».

3. Cousteau dans *Je Suis Partout* du 15 septembre et J. Montigny (*op. cit.*, p. 40) : « La France, nouveau Christ qui se sacrifierait demain pour assurer soit le triomphe du communisme, soit la sauvegarde d'intérêts autres que les siens, soit une revanche raciale ? Non, non et non ! ».

4. *Précisions*, Paris, Gallimard, 1978, p. 253. Ou encore Simone Weil dans *Feuilles Libres* du 25 mai 1938 ou Roger Martin du Gard à André Gide dans *Correspondance*, t. II, Paris, Gallimard, 1968 p. 131, 146, 157.

5. Un sondage dans la presse marseillaise, d'après les archives Daladier (2 DA 3 dr 5 sdr a) de la Fondation nationale des sciences politiques, semble indiquer que la presse provençale, plus encore que la presse parisienne a été « munichoise ».

6. Maurice Colrat, le 9 septembre.

7. *La République* du 18 septembre et *le Matin* du 14 septembre.

mais aussi par la France, l'Angleterre et l'Italie», affirme Piétri dans *le Jour* (3 octobre), opinion partagée par *le Journal* (le 6 octobre).

Une réconciliation polono-tchécoslovaque était désormais possible pour certains¹; d'autres se font moins d'illusions et conseillent de renforcer la barrière polono-hongroise avec les ruines tchèques et slovaques².

« Fédération, neutralité, désarmement », ce chapeau de *l'Œuvre* du 16 septembre préluait à un projet plus vaste, le retour au pacte à Quatre, à un Directoire européen qui permettrait de résoudre par la négociation les problèmes nouveaux.

« Face aux États-Unis, à l'U. R. S. S., au Brésil, à la Chine et au Japon, l'Europe doit être unie », déclare *la République* du 29 septembre. Jean Coutrot, le 21, réclamait déjà un « Matignon européen ». Il avait été précédé par Lucien Romier, éditorialiste du *Figaro*, qui précisait toutefois que cette éventuelle conférence devait être « de bonne foi³ ».

Ainsi se dessinait ce large courant d'abandon, ce Directoire européen, dont Saint-Brice se félicitait le 1^{er} octobre dans *le Journal*, sans considérer qui en prenait la tête.

Anatole de Monzie acclamait « dans l'intimité du cœur » cette rencontre des Quatre rêvée depuis 1933⁴ et, de proche en proche, de concessions en concessions, une partie de la presse est arrivée, en centrant ses critiques sur une Tchécoslovaquie mythique, à négliger la véritable nature du problème européen.

*

* *

Tous les procédés ont été utilisés :

- l'occultation des faits : ainsi *Paris-Soir* passe-t-il sous silence les importantes manifestations pro-tchécoslovaques de Londres (le 20 septembre) ;
- la déformation des faits : Sauerwein dans *Paris-Soir* (le 25 septembre), Flandin dans *la Liberté* (le 29), Saint-Brice dans *le Journal* (le 27 et le 30 septembre) affirment l'identité du mémorandum allemand et du projet franco-britannique ;
- ou encore la complaisance de la grande presse pour la version allemande des incidents du 13 septembre. Plus subtiles encore, les légendes apitoyées sous les photos de réfugiés allemands⁵.

Derrière ces procédés, bien des pouvoirs : ce n'est pas un hasard si Sauerwein, Lauzanne, Guimier, Roche, Dominique ou encore Fabre-Luce sont proches du ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, si, aussitôt la crise réglée, *le Petit Parisien*, *le Jour*, *le Journal* et même *le Figaro* se prononcent pour un renforcement de la Pologne et de la Hongrie, si encore nombre de journaux méridionaux suivent avec une sympathie visible les manœuvres diplomatiques de l'Italie.

1. Lucien Bourguès dans *le Petit Parisien* du 3 octobre.

2. *Le Petit Bleu* de Gilles de Marsilly ou *Je Suis Partout* (en particulier les numéros du 9 août et du 11 septembre).

3. *Le Figaro* du 20 septembre. Voir aussi Ludovic Nadeau (*Illustration* du 10 septembre), Marcel Pays et Maurice Colrat (*Excelsior* des 1 et 3 octobre), *le Matin* du 10 octobre. Henri de Man (*le Peuple* du 23 septembre) : « Un dilemme : la guerre ou l'abdication ? Non, il y a une troisième possibilité ! » (une nouvelle Conférence de la Paix).

4. Archives Daladier déposées à la Fondation nationale des sciences politiques. 2 DA 3 dossier 6. Lettre du 30 septembre 1938 à Édouard Daladier.

5. Le procédé est dénoncé par Nicolas Lerouge dans *la République* du 22 septembre et il est pratiqué notamment dans *le Matin* du 18 au 21 septembre. Voir aussi l'appréciation négative de Paul Nizan sur les correspondants de *l'Agence Havas* à Prague et leurs liens avec les Allemands des Sudètes. — Paul Nizan, *Chronique de Septembre*, Paris, Gallimard, 1978, p. 9.

Pour faire face, la Tchécoslovaquie a des difficultés, que les fonds accordés par Prague à la propagande en France ne suffisent pas à dissiper¹. Le poids des agences allemandes, la structuration élaborée de la propagande hongroise², l'hostilité de la Pologne et de l'Italie sont des obstacles redoutables. De plus, les divergences intérieures (entre Hodža et Beneš, entre Osusky et Beneš) ont peut-être gêné parfois l'action.

En février 1937, une revue tchécoslovaque fait le bilan de ses amis et de ses ennemis. Au centre et à droite, elle ne peut guère mentionner comme amis que Wladimir d'Ormesson au *Figaro* et Henri de Kérillis à *l'Écho de Paris*. Par contre, ses ennemis sont nombreux : *Gringoire*, *Je Suis Partout*, le *Parti Social Français* (Creysse) et le *Parti Populaire Français* (Georges Roux)³.

En fait, à l'exception du PCF et en dehors des partis mentionnés, les majorités sont favorables à l'apaisement. Les minorités résistantes ont une audience réduite (André Tardieu, auquel *Gringoire* ouvre ses colonnes, Zyromski dans *le Populaire*, les communistes dans *le Peuple*).

Dans la grande presse, la prudence est de règle et *le Petit Parisien*, *Paris-Soir*, *Paris-Midi* évoluent dans le sens général d'un soutien au gouvernement Daladier. Seules les feuilles relativement marginales et la presse communiste soutiennent Prague sans équivoque⁴.

Un autre facteur obscurcit encore l'image de la Tchécoslovaquie chez les partisans de la fermeté : dans l'analyse qu'ils font, Prague est un élément secondaire. Le jeu de l'Allemagne, les objectifs de Hitler importent plus que la réfutation ou la confirmation des critiques portées contre la République tchécoslovaque : c'est dans *Mein Kampf* qu'ils trouvent leurs meilleurs arguments, à la différence d'Alfred Fabre-Luce, pour qui la préparation minutieuse d'un plan d'agression ne correspond en rien au personnage passionné⁵ de Hitler.

Il n'empêche que la Tchécoslovaquie, son peuple, ses dirigeants, sont loin d'être absents de leur réflexion : les réalisations sociales, économiques de ce pays, sa proximité intellectuelle avec la France sont longuement soulignées et la relation entre les événements d'Europe centrale et le destin de la France leur semble évidente.

1. Rudolf Urban, *Die Demokratenpresse im Lichte Prager Geheimsakten*, Prague, 1943. — Jaroslav Jirů, « Československo ve francouzském tisku v letech 1936-1938 » in *Novinářský sborník*, année X 1965, 1, p. 37-47.

2. Ernest Pezet, *Sous les yeux du monde. Défense et illustration de la France*, Paris, 1935, p. 81-88. L'auteur, un député, a étudié les structures des agences de propagande étrangère pour que la France puisse rivaliser avec elles.

3. *Přítomnost* (Présence) du 17 février 1937. En fait, à gauche, la Tchécoslovaquie dispose d'appuis avec *Ce Soir* lancé en 1937 grâce aux subventions du gouvernement Negrin (5^e quotidien parisien en mars 1939), *l'Humanité*, *le Populaire*, *l'Ordre* (Émile Buré), *l'Ère Nouvelle* (Louise Weiss), *l'Aube* (Georges Bidault).

4. Sur les échecs de la « résistance », l'action de François de Wendel sur *le Temps* ou *le Jour*. — J. N. Jeanneney, *François de Wendel en république*, Paris, Seuil, 1976, p. 583. — En mars 1939, *l'Aube* tire à 14 000, *l'Époque* à 80 000, *l'Ère Nouvelle* à 4 000, *l'Ordre* à 12 000, *Ce Soir* à 262 000 et *l'Humanité* à 350 000. Face à eux, des géants, *Paris-Soir* (1 739 000), *le Petit Parisien* (1 022 000), *le Journal* (411 000), *le Matin* (312 000), *le Petit Journal* (178 000), *Excelsior* (132 000), etc. (*Histoire générale de la presse française*, t. 3, p. 511).

5. Fabre-Luce, *Munich*, p. 17. — Pierre Taittinger dans *la Garonne* du 1^{er} octobre 1938; « L'armée allemande n'a jamais eu l'envahissement de la France comme objectif... Toute guerre évitée, même temporairement est une économie de vies humaines certaine puisque la guerre future ne devient qu'aléatoire... ». Face à cette thèse, les articles d'Hubert Beuve-Méry, tout au long de 1938, dans *Politique*.

« Au stade où nous en sommes, qui donc peut être encore assez aveugle ou assez fou pour ne pas comprendre et dire que c'est le sort de l'Alsace qui se joue dans les Monts de Bohême », demande Georges Hourdin dans *l'Aube* du 18 septembre. François Mauriac, quelques semaines après, précise dans la préface d'un livre de Maurice Schumann : « Quand il n'y aura plus d'Espagne, ni d'Abyssins, ni d'Autriche, plus de Tchèques, je vous le demande, comment nourrirons-nous ce très Saint-Empire germanique¹ ? ».

Dans le même esprit, Julien Benda rompt spectaculairement avec le Comité de Vigilance des intellectuels anti-fascistes, auquel il avait adhéré à sa fondation, au lendemain du 6 février 1934 : « Je croyais que leur vigilance visait tous les fascismes. Je vois qu'il se limite au fascisme français et que, contre les prétentions du fascisme étranger, elle n'admet pas l'action. Devant cette découverte, je me retire au plus vite² ».

Paul-Boncour (le 25 août), René Thorp (le 4 septembre), Geneviève Tabouis (le 3, le 8) n'ont cessé de multiplier les mises en garde dans *l'Œuvre* — du moins au début de septembre — ; pour eux, le Führer ne se sert du problème sudète que pour aller plus loin dans la voie expansionniste.

En conséquence, les solutions proposées par les apaiseurs sont rejetées : l'autonomie équivaldrait à l'annexion³. Même *la République*, un des plus chauds partisans de la paix et des concessions, montre que le découpage économique aboutirait à une asphyxie de la Tchécoslovaquie et la placerait dans l'orbite du Reich⁴.

En ce qui concerne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe retourné contre Prague, qui s'en était prévalu en 1918, les défenseurs de l'État tchécoslovaque mènent au fond le raisonnement suivant : « Où et à quoi aboutirait une Europe des nationalités qui ne tiendrait compte ni des impératifs stratégiques, ni des contraintes économiques⁵ ? ».

Mais ici comme ailleurs on retrouve les mêmes amalgames : *l'Humanité* consacre ses colonnes à la guerre d'Espagne au même titre qu'à la défense de la Tchécoslovaquie. « Sauver la Tchécoslovaquie, c'est empêcher la guerre mondiale impérialiste », écrit Paul Stéphane. Pourtant, comment mettre, en septembre 1938, les deux pays sur le même plan dans le contexte international ? *Le Peuple, le Populaire*, qui balancent entre la paix et la résistance, et qui évoquent à tour de rôle la S. D. N., la Grande-Bretagne ou Roosevelt, rappellent eux-aussi les solidarités internationales⁶.

En fait, la défense de la Tchécoslovaquie passe par sa re-situation sur la scène européenne et Prague y avait contribué en lançant un opuscule⁷ très largement

1. Sidobre (pseudonyme), *Le germanisme en marche*, Paris, Cerf, 1938. Voir aussi Françoise Mayeur, *l'Aube (1932-1940)*, Paris, A. Colin, 1966, p. 142-155.

2. *l'Ordre* du 2 octobre 1938. Cf. aussi la polémique entre *les Pavés de Paris* du 14 octobre (Emmanuel Berl) et la *NRF* (Benda-Schlumberger) du 1^{er} novembre 1938.

3. René Cannac, *La Tchécoslovaquie, unité politique au cœur de l'Europe*, p. 29-31. — Paul Stéphane, *Défense de la paix en Europe centrale*, 1938, 72 p. — Henri de Kérillis in *l'Époque* des 12 et 22 septembre 1938.

4. Série d'articles de Sammy Béracha à partir du 21 septembre. A. Habaru souligne dans *le Peuple* (3 et 7 octobre) la catastrophe économique que représente l'annexion. — Jules Moch décrit dans *le Populaire* du 10 octobre « l'asphyxie économique de la Tchécoslovaquie ». A l'exception de la droite et de l'extrême droite, malgré les impératifs d'unité nationale, l'ensemble de la presse mesure tout de même l'immensité des pertes matérielles et morales pour la France.

5. H. Beuve-Méry dans *le Temps* (5 mai et 11 juin 1938) et Wladimir d'Ormesson dans *le Figaro* (22 septembre 1938).

6. Jean Longuet dans *le Populaire* du 10 septembre.

7. Emmanuel Moravec, *La valeur stratégique de la Tchécoslovaquie*, Prague, Orbis, 1936 (republié en 1938).

diffusé : l'argument stratégique est d'ailleurs souvent repris. Paul Nizan parle de « la dernière barrière qui protège l'Europe contre la descente du Reich vers le Danube et vers l'Orient¹ ».

André Tardieu (le 16 septembre), *l'Humanité* (le 20), Beuve-Méry (dans ses articles de *Politique*) partagent la conviction de Bismarck, selon laquelle « qui tient la Bohême, tient l'Europe », à plus forte raison qui tient une Bohême forte, industrielle, bien armée, constituant le dernier îlot de résistance à Hitler en Europe centrale².

Seules, les solutions globales sont acceptables, car, seules, elles permettront d'enrayer le processus de boulimie nazie, mais les engagements de la France sont passés au second plan : peu importe que d'éminents juristes (René Cassin, Jules Basdevant, Théodore Ruysen) ou des politiques (André Tardieu) prennent la défense des traités, il suffit que Lucien Le Foyer et Joseph-Barthélemy aient soutenu leur caducité pour que soit justifié le désengagement français.

Malgré tout, le dépècement de la Tchécoslovaquie va entraîner une prise de conscience remarquable : si, d'après le sondage réalisé en octobre 1938, 37 % des personnes interrogées se déclarent défavorables aux accords de Munich – quelles que soient les réserves que l'on peut émettre sur la valeur de ce sondage – chez les intellectuels et les responsables, au « Que restera-t-il de la France si elle entre en guerre ? » de Jean Montigny, répond « L'esprit français est en péril » de Georges Duhamel³.

De Prague arrive la nouvelle de la démission du chef de la Mission militaire française, le général Faucher ; les personnalités tchécoslovaques du monde politique, culturel, militaire, protestent avec véhémence, renvoient leurs décorations. Entre la France et la Tchécoslovaquie, entre les intellectuels des deux pays surtout, s'engage un dialogue privilégié : Anatole de Monzie, recensant les universitaires qui soutiennent la politique d'apaisement, constate avec amertume leur faible nombre et conclut que « l'esprit de Montaigne a disparu de l'Université ».

A un appel pathétique de l'intelligentsia tchèque, une grande partie de la France littéraire, sans distinction idéologique, répond en proposant à l'Académie suédoise la candidature de Karel Čapek au prochain prix Nobel de littérature ; Georges Duhamel, Jules Romains, Robert Desnos, Roger Caillois, Jean Guéhenno, Georges Bernanos et bien d'autres s'associent à la démarche d'Aragon. Mais cette candidature était tardive : Pearl Buck obtint le prix Nobel et Čapek mourut le 25 décembre, épuisé, inaugurant le long martyrologe des écrivains tchèques.

Le dialogue se poursuit néanmoins entre écrivains, ecclésiastiques, etc. : il ne cessera de prendre de l'ampleur dans les mois à venir. D'un autre côté, les démissions, les remous se multiplient : au sein de la Ligue des Droits de l'Homme, à l'Alliance démocratique, au PPF, dans la revue *Esprit* et Jean Bouhey, seul député SFIO à voter à la Chambre contre les accords, déclare le 9 octobre dans *la Bourgogne Républicaine* : « Munich, c'est Sadowa ». Simultanément, l'un de ceux que la gauche, et même Henri de Kérillis, accusent de tous les maux, François de Wendel, écrit dans son journal : « Waterloo, Sadowa, Sedan, Munich⁴ ».

1. *Ce Soir* du 16 septembre.

2. *Cahiers des Droits de l'Homme* (1. 6. 1938), Jean Caret dans *la Croix* (10. 9. 1938), Kérillis dans *l'Époque* (27. 9. 1938), le général Dufieux dans *le Figaro* du 20 septembre 1938.

3. Georges Duhamel, *Mémorial de la Guerre blanche*, 1938, p. 78. – Anatole de Monzie, (*Ci-devant*, Paris, 1941, p. 40-41) dénonce que « les intellectuels français se soient vraiment consacrés au culte de la Tchécoslovaquie [...] Alain avait motif de dénoncer 'une fureur de l'élite contre la paix' ».

4. J. N. Jeanneney, *op. cit.*, p. 583, et sa thèse (Lille, 1976), p. 823-833, t. II.

Ainsi, en dehors de toute perspective partisane, se constitue un phénomène de rejet. Des universitaires, des juristes, des hommes de lettres ou d'Église rejoignent une partie de la gauche sensibilisée au drame des réfugiés politiques et des réfugiés tchèques des zones sudètes¹.

La Bohême n'était-elle pas devenue une terre d'asile pour les Allemands chassés par le nazisme ?

*

**

Le simple citoyen aurait-il pu avoir une image de la question tchécoslovaque qui corresponde à la réalité ? Il semble bien que oui car des quotidiens de droite comme *le Petit Journal* ou parfois aussi *le Jour* ont, par périodes, indiqué où se trouvait le véritable danger². Dans chaque organe de presse, il est possible de dégager des appréciations objectives, à l'exception d'un « noyau dur » d'extrême droite qui mène un combat permanent contre les maillons de la chaîne : pacte franco-soviétique, sanctions anti-italiennes, Front populaire, lutte contre les totalitarismes³. A l'opposé, le parti communiste fait de la défense de la Tchécoslovaquie un acte de foi et de principe de sa lutte anti-fasciste. Entre ces deux extrêmes, le gros de la presse dont on ne sait trop si c'est elle qui a fait l'opinion ou qui a été effectivement poussée par l'opinion.

Ainsi un quotidien comme *l'Aube*, pourtant favorable à la Tchécoslovaquie, tout en restant lucide, s'interdira de condamner explicitement l'attitude du gouvernement Daladier pendant la première semaine d'octobre, à l'image de tous les grands quotidiens d'information, soulagés et sceptiques, au mieux, au pire, enthousiastes⁴. La rigidité de la division de la presse en deux camps hostiles depuis 1936 reste donc frappante malgré des défections rares mais néanmoins significatives.

Jules Moch a dressé un tableau de la presse en 1936 en fonction de son attitude à l'égard du Front populaire : parmi les quotidiens neutres ou opposés au gouvernement Blum, seules *la Croix* et *l'Époque* se dresseront pour la défense de la Tchécoslovaquie, rompant ainsi un clivage strictement idéologique, tandis qu'en sens inverse, *la Flèche* (Bergery) et, à un moindre degré, *l'Œuvre* glisseront vers les concessions et qu'Emmanuel Berl passera de *Marianne* aux *Pavés de Paris*⁵.

Ainsi se sont confirmées des modifications déjà amorcées lors de la guerre d'Espagne lorsque des démocrates chrétiens ou des intellectuels dits de droite ont pris leurs distances avec les régimes autoritaires⁶ latins.

1. Des souscriptions sont lancées par *Ce Soir* et *l'Humanité*, ainsi que par *le Temps* (3 et 6 octobre), un « Comité d'action franco-tchécoslovaque » est créé début octobre (J. Ancel, J. Bardoux, A. Bayet, Mgr Beaupin, G. Bidault, J. R. Bloch, Paul-Boncour, E. Buré, R. Cassin, J. Cassou, J. J. Chevallier, F. Crucy, H. Guernut, H. Hauser, B. Lavergne, M. Moutet, E. Pezet, G. Tabouis, etc.).

2. Série d'articles du *Petit Journal* (28-31 juillet 1938) de Max Corre et Georges Rotvand. *Le Jour* a une ligne plus ondoyante mais dénonce jusqu'au 6 septembre les ambitions de Berlin à l'encontre de Prague.

3. Pierre Gaxotte dans *Je Suis Partout* (2 septembre) : « La France doit se protéger contre le pangermanisme. C'est une des conditions de son existence. Mais elle n'y parviendra que par une double révolution : a) un changement de régime, b) un renversement de sa politique extérieure, qui devra s'axer sur Londres, Rome et Burgos, non plus sur Moscou et Prague. Voir P. M. Dieudonné, *Je Suis Partout 1930-1944*, Paris, 1973.

4. Françoise Mayeur, *op. cit.*, p. 154, explique la position de *l'Aube* par l'action modératrice de Francisque Gay sur Georges Bidault.

5. Jules Moch, *Le Front populaire. Grande espérance*, Paris, 1971, p. 389-391.

6. D. W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975.

Un sondage effectué à travers la presse périodique donne une vision un peu différente de la représentation des réalités tchécoslovaques. Si de grandes revues comme *l'Illustration*, *Match*, *la NRF*, *la Revue de Paris*, *Esprit*, *Défense nationale*, *La Revue politique et parlementaire* restent neutres ou présentent des points de vue contradictoires, les périodiques de valeur qui soutiennent le point de vue tchécoslovaque sont proportionnellement plus nombreux que dans la presse quotidienne¹.

Si Prague s'est introduite dans les foyers français, c'est donc surtout par les réponses que l'on attendait d'elle auprès des 5 millions de récepteurs alors que, du 24 au 30, un million de citoyens étaient sous les drapeaux, résignés semble-t-il².

Dans la rue, à la sortie des usines, les militants communistes distribuent des tracts pour manifester en faveur de la Tchécoslovaquie : ce n'est pas un grand succès; la remise en cause des 40 heures hebdomadaires est aussi préoccupante. L'Action française, le PPF redoublent d'activité à partir du 24, d'activité pacifiste s'entend. Enfin, dans les banques, les caisses d'épargne, les retraits sont si considérables que les stocks de billets sont près d'être épuisés³.

Conclusion.

Une peur générale et instinctive semble avoir pesé sur la façon dont la situation était présentée : une peur dont les ressorts sont d'ailleurs contradictoires, puisque, d'un côté, la guerre à venir est décrite comme devant être horrible — à tel point que cette horreur est supposée la rendre impossible — et que d'autre part, début septembre, *la Croix*, *le Figaro*, *l'Époque* ou *Match* célèbrent encore la qualité et même l'invincibilité de l'armée française, protégée par la ligne Maginot.

En fait, depuis la remilitarisation de la Rhénanie dont l'impact sur les alliances orientales de la France a été mal appréciée et surtout depuis mars 1938, on assiste à une campagne de sectorisation volontaire ou involontaire des problèmes internationaux. Déliés les uns des autres, ils apparaissent successivement solubles mais dans le sens de l'abandon. La question tchécoslovaque était un de ces problèmes, mais, au début de l'année 1938, on en parlait peu.

Seul André Leroux se demandait dans *le Populaire* du 2 janvier ce « que nous réserve 1938 » : il restait prudent et concluait à « l'instabilité de la situation internationale, la mobilité des facteurs, la variété possible des issues ».

La question tchécoslovaque a donc été plus un argument qu'un objet de réflexion à partir duquel l'opinion française aurait prévu les développements ultérieurs.

1. A partir d'extraits de presse polycopiés. Compilé par J. A. Brož, 1939. Pour la presse communiste : *Clarté*, *Cahiers du bolchévisme*, *Regards*, *Commune*, *Europe*, *Internationale communiste*, *Messidor*, *Cahiers de la Jeunesse*. Outre la presse communiste, nous pouvons citer *Affaires étrangères*, *l'Allemagne contemporaine* (René Capitant et A. Redslob), *l'Europe nouvelle* (Pertinax, Louise Weiss), *les Cahiers des Droits de l'Homme*, *le Mercure de France*, *le Monde slave*, *Politique* (Beuve-Méry), *Politique étrangère*, *la Revue Bleue* ou encore *la Revue des Deux Mondes* et *la Lumière* (Bayet, Boris). Le problème de l'influence de ces revues reste à déterminer: en l'absence des chiffres de diffusion, la prudence est de règle, mais ces revues touchaient vraisemblablement un public très spécialisé et ne pouvaient renverser une tendance générale.

2. Maurice Vaïsse, « Il y a quarante ans : la drôle de mobilisation », in *l'Histoire*, 1978, 5, p. 91-93 (octobre 1978).

3. Archives de la Préfecture de Police (Carton BA 1685) et Jacques Rueff, *De l'aube au crépuscule*, Paris, 1977, p. 158.

La réalité tchécoslovaque, déformée qu'elle était par les interférences entre la politique intérieure et la politique extérieure, n'a pas été perçue et la réalité de Munich est volontairement refusée : les grands quotidiens se dissimulent derrière une hypocrite compassion en lançant des souscriptions pour les sauveurs de la paix.

L'importance de la crise, les clivages nouveaux qu'elle a accentués, le climat passionnel qui l'a entourée laisseront des traces profondes et expliqueront la naissance de ce « mythe de Munich » encore vivace aujourd'hui.

Au delà encore s'est posée la question du droit et de la force : « Défaite de la politique de force masquée de droit par la politique de la force sans masque » écrivait Salvador de Madariaga¹.

La morale faisait irruption dans les relations internationales et, au niveau de l'opinion publique, n'était-ce pas là le sens premier de Munich ?

Six mois plus tard, au cours de la seconde quinzaine de mars 1939, l'annexion des pays tchèques par l'Allemagne donnera au débat sa substance dramatique, mais à la différence de 1914, ni la presse, ni les gouvernants ne donnèrent l'impression à l'opinion qu'elle devait se battre pour une « cause juste ».

A l'« Union sacrée » correspondait une désunion profonde, en grande partie motivée par la douloureuse expérience de la *der des der*².

1. *Le grand dessein*, Paris, 1939, cité par Pierre-Henri Simon dans *Vie intellectuelle* du 25 mars 1939, p. 348.

2. Voir la remarquable thèse de Jean-Jacques Becker, *1914 – comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, FNSP, 1977 (préface de René Rémond, p. 7).